



**DATE : 7 février 2018**

## **A l'attention de M. le Président de la République**

### **Distribution de la presse : quelles priorités dans l'urgence ?**

Les éditeurs de presse indépendants travaillent depuis plusieurs mois avec les marchands de presse indépendants et divers acteurs de la filière à des propositions objectives en vue d'une réorganisation efficace de la distribution de la presse.

Le coup de théâtre d'une cessation de paiement de Presstalis, bien organisé, n'est qu'un coup de bluff destiné à faire croire à un scénario catastrophe où s'imposerait, comme seule solution viable, la privatisation de la distribution de la presse telle que certains intérêts l'ont toujours souhaitée. C'est un écran de fumée.

Il ne nous revient pas de nous opposer à des choix politiques qui aboutiraient à une plus grande responsabilisation des acteurs véritables du marché, puisque nos propres réflexions incluent de nombreuses considérations d'inspiration libérale, et que nous sommes tous, éditeurs indépendants comme marchands de presse, des patrons d'entreprises.

Presstalis et ses instances ne sont qu'une longue imposture, éminemment coûteuse pour la collectivité et dont il faut avoir le courage de prononcer la fin. D'ailleurs, quelle est la légitimité de l'Etat à confirmer à quelques entreprises la mainmise qu'elles possèdent déjà sur la profession grâce à des instances de contrôle inopérantes ou corrompues ?

Notre profession n'est pas la leur. Alors qu'elles-mêmes auront sans doute à brève échéance quitté le domaine de l'imprimé, nous voulons être les interlocuteurs du changement pour une meilleure efficacité économique autour d'un modèle pérenne de la presse papier.

### **La privatisation de Presstalis**

Les articles de ce jour de Mediapart <https://blogs.mediapart.fr/schwartzenberg/blog/070218/presstalis-la-presse-prise-dans-la-nasse-des-milliardaires> et l'interview de Mme Benbunan au journal Les Echos <http://www.lesechos.fr/0301261948755.htm#xtor=CS1-3046> nous interpellent. Il s'y révèle en toute clarté que le projet porté par la Présidente de Presstalis sous couvert d'une libéralisation de la distribution de la presse n'est autre à son sens qu'une privatisation, et de Presstalis et de la distribution. Elle reproduirait ainsi le schéma de la distribution du livre qu'elle a été chargée par son conseil d'administration d'appliquer à la presse.

Cette privatisation est souhaitée de longue date par les plus grands groupes industriels et privés qui possèdent la presse quotidienne nationale et quelques grands titres de presse magazine. Alors même qu'ils ont pratiquement achevé leur mutation numérique, avec les subsides de l'Etat, et exploitent leurs marques dans de multiples domaines, ces décideurs ne sont plus éditeurs d'imprimé qu'à la marge.



En laissant la collectivité via les pouvoirs publics régler la note sociale d'un PSE négocié au mieux des intérêts des salariés de Presstalis, ces groupes industriels ont pour objectif de s'approprier l'outil collectif de la messagerie et de disposer ainsi des pleins pouvoirs sur une organisation de la distribution qui conviendra mieux, et sans entrave légale ou réglementaire, à leur politique de diversification.

De fait, il s'agirait, pour ces fournisseurs d'une information concentrée et normalisée, de priver les éditeurs indépendants de distribution. Une nouvelle forme de censure et un non-sens économique : les éditeurs indépendants du livre savent quel prix ils paient la domination de la distribution imposée par Hachette Livre. Les éditeurs de presse indépendants ne peuvent que s'opposer à ce qu'un puissant acteur économique impose de même ses conditions à tous.

D'autre part, la presse n'est pas le livre, qui bénéficie d'une exploitation longue avec des coûts de production faibles, là où les rotations rapides de la presse et ses coûts élevés imposent d'évidence une autre économie. Un millier d'éditeurs de presse actifs et responsables sont aujourd'hui capables de générer une résilience voire une progression effective du marché. À condition de ne pas être sacrifiés aujourd'hui...

### **La réalité de la presse est ailleurs**

Le réalisme économique est actuellement noyé sous les déclarations d'intention, teintées d'imprécisions grossières voire de mensonges avérés, de Mme Benbunan et des administrateurs de Presstalis. Aucune des perspectives glorieuses d'une libéralisation de la distribution n'est étayée par des exemples concrets de réussite en matière de presse – au contraire –.

Si l'Etat est contraint de faire sienne une garantie de paix sociale, il nous semble plus avantageux de le voir l'assumer avec ses conséquences pour les entreprises les plus faibles, plutôt qu'en donnant à une oligarchie les clés d'une privatisation forcée, sans aucune garantie de résoudre les problèmes de fond de cette manière.

La facilité avec laquelle des décisions sont prises actuellement, en faisant abstraction du point de vue de plusieurs dizaines de milliers d'entreprises privées, nous semble liberticide.

La loi Bichet de 1947 est née de la résistance française, et il s'y exprimait la volonté collective de patrons d'entreprises soucieux de garantir leur liberté de publier. Nous restons volontaires pour participer à sa modernisation à l'aulne de l'économie contemporaine et des contraintes budgétaires de votre gouvernement.

Pour les éditeurs de presse indépendants,

Philippe LOISON  
Président du SAEP